

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/108

G/SCM/W/117

19 octobre 1995
(95-3180)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LE BUREAU DU REPRESENTANT
DES ETATS-UNIS¹ POUR LES QUESTIONS COMMERCIALES
INTERNATIONALES AU SUJET DE LA NOTIFICATION
DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AUSTRALIENNES²

La Mission permanente de l'Australie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 5 octobre 1995.

Pratiques antidumping

Question 1

A l'article 269TAB 1) de la Loi de 1901, le prix à l'exportation construit concerne les ventes à l'Australie qui ne constituent pas des transactions entre parties indépendantes. Un prix inférieur au prix pratiqué dans le cadre de transactions entre parties indépendantes est défini à l'article 269TAA 1), entre autres, comme étant le prix auquel la marchandise est vendue à perte. Comment l'Australie détermine-t-elle si les prix sont pratiqués dans le cadre de transactions entre parties indépendantes? Quel est le rapport de cette détermination avec celle qui concerne le point de savoir si un prix à l'exportation construit est utilisé?

Réponse 1

L'article 269TAA 1) définit les ventes qui ne constituent pas des transactions entre parties indépendantes. Il énonce trois critères qui, s'ils sont applicables, obligent les autorités australiennes à considérer une transaction comme n'étant pas une transaction entre parties indépendantes. Aucun des critères ne se rapporte à des ventes effectuées à perte.

L'article 269TAA 1) a) dispose qu'un achat ou une vente n'est pas considéré comme constituant une transaction entre parties indépendantes si "le prix à payer ... n'est pas la seule prestation de l'acheteur". Le type de prestation qui peut être visé par cette disposition engloberait les arrangements de compensation dans le prix d'autres marchandises échangées entre les parties.

L'article 269TAA 1) b) dispose qu'une vente n'est pas considérée comme constituant une transaction entre parties indépendantes si "le prix est influencé par des relations commerciales

¹G/ADP/W/14-G/SCM/W/21.

²G/ADP/N/1/AUS/1-G/SCM/N/1/AUS/1.

ou autres ... ". Il n'est pas présumé qu'une relation en tant que telle influe sur le prix. Si l'on n'a pas la preuve d'une influence sur le prix, alors la transaction doit être considérée comme une transaction entre parties indépendantes même s'il peut y avoir une relation commerciale ou autre.

L'article 269TAA 1) c) dispose qu'une vente n'est pas considérée comme constituant une transaction entre parties indépendantes si, "de l'avis du Ministre, l'acheteur ... doit, directement ou indirectement, être remboursé de tout ou partie du prix ou bénéficier de tout autre avantage en ce qui concerne tout ou partie du prix.

L'article 269TAA 2) dispose que le Ministre peut considérer que les ventes de marchandises effectuées à perte par l'importateur "indiquent que l'importateur ... sera, directement ou indirectement, remboursé de tout ou partie du prix". En d'autres termes, le Ministre peut considérer que les ventes effectuées à perte par l'importateur indiquent que la condition énoncée à l'alinéa 1) c) est remplie, et par conséquent que la vente de l'exportateur à l'importateur ne constitue pas une transaction entre parties indépendantes.

Une constatation factuelle selon laquelle les ventes de l'importateur sont effectuées à perte ne signifiera pas automatiquement que de telles ventes ne peuvent être considérées comme des transactions entre parties indépendantes. L'article 269TAA 1) c) oblige le Ministre à formuler un avis sur l'existence d'un remboursement ou d'une compensation. Ce faisant, le Ministre sera lié par les principes de droit administratif (par exemple, il devra agir de façon raisonnable et ne tenir compte que des facteurs pertinents). Ainsi, même si le Ministre arrive à une constatation factuelle selon laquelle les ventes de l'importateur ont été effectuées à perte, cette constatation ne lui permettra pas nécessairement, en l'absence d'autres indices pertinents, de dire que la vente entre l'exportateur et l'importateur ne constitue pas une transaction entre parties indépendantes.

L'article 269TAB 1) b) dispose à juste titre que le prix à l'exportation doit être construit si l'achat des marchandises par l'importateur ne constitue pas une transaction entre parties indépendantes.

Question 2

Que constitue pour l'Australie un prix pratiqué dans le cadre de transactions entre parties indépendantes? Quel critère l'Australie applique-t-elle pour déterminer si un prix est pratiqué dans le cadre de transactions entre parties indépendantes? Prière d'expliquer quel est le rapport avec la détermination concernant le point de savoir si le prix à l'exportation construit est utilisé, conformément à l'article 2.3 de l'Accord antidumping.

Réponse 2

L'article 269TAA énonce trois conditions qui, si elles sont applicables, obligent les autorités australiennes à considérer qu'une transaction n'est pas une transaction entre parties indépendantes. Un prix pratiqué dans le cadre d'une transaction entre parties indépendantes est donc un prix qui ne répond pas aux conditions de l'article 269TAA. (Se référer à la réponse 1.)

Comme on l'a dit, l'article 269TAB 1) b) dispose que le prix à l'exportation doit être construit s'il a été déterminé que l'achat des marchandises par l'importateur ne constitue pas une transaction entre parties indépendantes, notamment, le cas échéant, lorsque cette détermination est fondée sur des ventes effectuées à perte par l'importateur.

L'article 2.3 permet de se fonder sur un prix à l'exportation construit lorsque l'une des deux conditions est remplie. Plus précisément, "lorsqu'il n'y a pas de prix à l'exportation ..." ou "... lorsqu'il apparaît aux autorités concernées que l'on ne peut se fonder sur le prix à l'exportation du fait de l'existence d'une association ou d'un arrangement de compensation".

On pourra, en se fondant sur l'acceptation d'une circonstance établie, à savoir l'absence d'un prix à l'exportation, décider si la première de ces conditions est remplie.

Quant à savoir si la deuxième condition est applicable, la décision ne saurait présenter le même niveau de certitude. Singulièrement, l'article 2.3 ne définit pas les termes "association" ou "arrangement de compensation": c'est aux autorités chargées de l'enquête de juger. Elles doivent examiner les informations présentées se rapportant à des associations ou à des arrangements de compensation, et se demander si ces associations ou arrangements ont sur le prix à l'exportation un effet tel que ce prix ne paraît pas fiable.

L'article 269TAA 1) dispose que les opérations d'exportation ne sont pas considérées comme des transactions entre parties indépendantes si l'une des trois conditions suivantes est remplie:

- a) le prix à payer n'est pas la seule prestation;
- b) le prix est influencé par des relations commerciales ou autres; ou
- c) de l'avis du Ministre, un acheteur doit être remboursé, recevoir une compensation ou bénéficier de tout autre avantage.

Si les circonstances particulières de l'opération d'exportation satisfont à l'une ou à plusieurs des conditions énoncées, les autorités australiennes pourraient arriver à une constatation de fait selon laquelle il existe une association ou un arrangement de compensation.

L'article 269TAA 1) c) est élargi par les dispositions de l'article 269TAA 2) parce que l'article 269TAA 2) b) n'est qu'une condition à remplir avant que le Ministre ne puisse exercer le pouvoir discrétionnaire que lui donne l'article 269TAA 2). Les dispositions de l'article 269TAA 2) ne sont pas impératives, et le Ministre n'est pas tenu de constater que des ventes ne sont pas des transactions entre parties indépendantes toutes les fois qu'il est persuadé qu'elles ont été effectuées à perte.

L'attribution d'un tel pouvoir discrétionnaire est conforme à l'article 2.3. Comme on l'a dit précédemment, les autorités sont tenues d'établir uniquement que le prix à l'exportation ne paraît pas fiable, et l'expression "association ou arrangement de compensation" n'est pas définie à l'article 2.3, et son contexte ne laisse pas non plus entendre qu'elle devrait être interprétée de façon restrictive. Il est donc possible de considérer les ventes effectuées à perte par l'importateur comme un indice permettant de conclure à l'existence d'une association ou d'un arrangement de compensation.

Question 3

Comment l'Australie détermine-t-elle si une marchandise est vendue à perte au sens de l'article 269TAA 1)?

Réponse 3

L'article 269TAA 1) ne mentionne pas les ventes à perte.

L'article 269TAA 2) évoque les ventes effectuées à perte par l'importateur, et l'article 269TAA 3) énumère les facteurs dont le Ministre doit tenir compte pour déterminer si des marchandises sont vendues à perte par un importateur.

En vertu de l'article 269TAA 3), on calcule le prix permettant un recouvrement des coûts en ajoutant le prix payé ou payable pour les marchandises par l'importateur aux frais jugés inhérents à l'importation et à la vente des marchandises. Si le prix permettant un recouvrement des coûts est plus élevé que le prix de vente de l'importateur, les ventes sont, à première vue, des ventes à perte. On doit alors se demander si les coûts pourront être recouvrés dans un délai raisonnable. Si l'on estime qu'il est improbable que l'importateur recouvre tous ses coûts dans un délai raisonnable, la vente est considérée comme une vente effectuée à perte.

Question 4

Le prix à l'exportation construit paraît pouvoir être utilisé dans les cas où l'importateur et l'exportateur ne sont pas associés. Prière d'expliquer dans quelles circonstances l'Australie utilise le prix à l'exportation construit. Comment cela est-il compatible avec l'article 2.3 de l'Accord antidumping?

Réponse 4

Se référer à la réponse 2.

Question 5

L'article 269TAC 1) paraît permettre à l'Australie de comparer les ventes à l'exportation effectuées par une société avec les ventes sur le marché intérieur effectuées par une société différente. Dans quelles circonstances cette disposition serait-elle utilisée? Comment est-elle compatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping?

Réponse 5

L'article 269TAC 1) permet de comparer les ventes à l'exportation effectuées par un exportateur avec les ventes intérieures effectuées par une entreprise différente sur le marché national de l'exportateur.

L'article 2.1 de l'Accord antidumping dispose que la valeur normale est "le prix comparable ... pour le produit similaire ... dans le pays exportateur". Il ne dit pas que les produits doivent être fabriqués ou vendus par l'entreprise qui vend sur le marché d'exportation.

Les ventes de produits similaires effectuées par d'autres vendeurs dans le pays exportateur seraient utilisées lorsqu'il n'y a pas de ventes faites par l'exportateur ou que ces ventes ne sont pas jugées fiables. Il pourrait par exemple exister une relation ayant pour effet de modifier le prix de l'exportateur sur le marché intérieur.

L'article 2.2 dispose que la valeur normale doit être établie en fonction d'un prix de vente comparable lorsque le produit est exporté vers un pays tiers, ou en fonction d'un prix de vente construit, uniquement "lorsque aucune vente du produit similaire n'a lieu au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur du pays exportateur" ou lorsque de telles ventes ne permettent pas une comparaison valable.

Ni l'article 2.1 ni l'article 2.2 ni aucune autre disposition ne limitent l'examen aux ventes de l'exportateur sur le marché intérieur. La loi australienne, qui prévoit que, si cela est possible, il doit être tenu compte de ces ventes avant de recourir à l'article 2.2, est donc compatible avec l'Accord.

Question 6

L'article 269TAC 1) paraît permettre l'utilisation de la valeur construite ou des prix dans un pays tiers lorsqu'il n'est pas possible d'obtenir des renseignements sur les prix du marché intérieur. Dans quelles circonstances serait-il impossible d'obtenir de tels renseignements? En quoi cette pratique est-elle conforme à l'article 2.2 de l'Accord antidumping?

Réponse 6

La pratique qui consiste à utiliser une valeur construite ou le prix dans un pays tiers lorsqu'il n'est pas possible de connaître les prix pratiqués sur le marché intérieur relève de l'article 269TAC 2) b) et non de l'article 269TAC 1).

L'article 269TAC 2) b) prévoit l'utilisation d'une valeur construite ou des prix pratiqués dans un pays tiers pour le calcul de la valeur normale lorsque "des marchandises similaires ne sont pas vendues au cours d'opérations commerciales normales pour la consommation intérieure ... lors de ventes effectuées par l'exportateur constituant des transactions entre parties indépendantes, et qu'il n'est pas possible d'obtenir dans des délais raisonnables, des renseignements sur les ventes effectuées par d'autres vendeurs de marchandises similaires ..."

L'expression "il n'est pas possible" ne s'applique donc qu'aux autres vendeurs sur le marché intérieur. Cette disposition vise le cas où, en raison de contraintes de temps (voir la réponse 14), il n'a pas été possible de prendre contact avec d'autres vendeurs après que l'on a découvert que des produits similaires n'étaient pas vendus dans le pays exportateur au cours d'opérations commerciales normales lors de ventes effectuées par l'exportateur constituant des transactions entre parties indépendantes.

L'article 2.2 de l'Accord antidumping n'est pas une disposition autonome. Il doit être considéré à la lumière de l'Accord tout entier. L'article 6.14, qui se rapporte à l'obtention des éléments de preuve, prévoit que "les procédures ... (décrites à l'article 6) ... n'ont pas pour but d'empêcher les autorités d'un Membre d'agir avec diligence pour ce qui est ... d'établir des déterminations préliminaires ou finales ... conformément aux dispositions pertinentes du présent Accord". L'article 269TAC 2) b) permet aux autorités australiennes de mener des enquêtes et d'établir des déterminations préliminaires ou finales dans les délais prévus par la loi, en conformité avec l'article 6.14.

Question 7

L'article 269TAC 8) prévoit des ajustements aux fins de la détermination de la valeur normale lorsqu'il y a une différence en ce qui concerne les moments où les ventes ont été réalisées, les types de marchandises considérées ou les circonstances de la vente, suivant les instructions du Ministre. A quel moment les ajustements seront-ils opérés au titre de l'article 269TAC 8) et quels seront ces ajustements? Par exemple, les frais d'emballage et le coût du transport sont-ils pris en compte? Voir l'article 2.4 de l'Accord antidumping.

Réponse 7

En vertu de l'article 269TAC 8), le prix de vente intérieur de produits similaires doit être ajusté pour tenir compte de toutes les différences dans les modalités et les circonstances des ventes intérieures

et des ventes à l'exportation. On procède aux ajustements pour s'assurer que les différences n'affecteront pas la comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation. La loi australienne est rédigée en termes généraux et ne renferme donc pas une liste précise. Les frais d'exportation tels que l'emballage et le transport sont pris en considération par les autorités australiennes lorsqu'elles procèdent à des ajustements au titre de l'article 269TAC 8).

Question 8

L'Australie ne paraît pas exiger que le prix à l'exportation et la valeur normale soient comparés au même niveau commercial. Les ajustements concernant le niveau commercial seront-ils autorisés et, dans l'affirmative, dans quelles circonstances?

Réponse 8

Comme on l'indique dans la réponse 7, l'article 269TAC 8) est rédigé en termes généraux, mais il prévoit que le prix de vente intérieur de produits similaires doit être ajusté pour tenir compte de toutes les différences dans les modalités et les circonstances des ventes intérieures et des ventes à l'exportation, y compris les différences de niveau commercial.

Question 9

Au titre de l'article 269TAF, quels critères le Ministre appliquera-t-il pour déterminer si des "mouvements durables des taux de change" ont été enregistrés, et comment le Ministre choisira-t-il la date à laquelle il doit être procédé à un ajustement pour tenir compte d'un mouvement durable des taux de change? Voir l'article 2.4.1 de l'Accord antidumping.

Réponse 9

L'article 269TAF n'indique pas sur quelle base il est déterminé s'il y a eu "mouvement durable des taux de change". Cette détermination sera fondée sur les observations faites au fil du temps par des sources autorisées.

Les articles 269TAF 4), 5) et 6) indiquent la base sur laquelle une date ou plusieurs dates peuvent être notifiées, et le taux de change applicable à cette date ou à ces dates peut alors être appliqué pendant les 60 jours qui suivent. Cette procédure a été considérée comme un mécanisme approprié pour donner effet à la prescription de l'article 2.4.1 selon laquelle les exportateurs doivent avoir au moins 60 jours pour ajuster leurs prix à l'exportation afin de tenir compte des mouvements durables des taux de change, étant donné que:

- le mouvement durable peut être un événement exceptionnel; ou
- il peut y avoir un mouvement continu des taux, l'orientation et l'ampleur de ce mouvement pouvant évoluer au fil du temps; et
- il peut y avoir des mouvements qui ne sont pas durables, auquel cas une procédure permettant aux exportateurs d'ajuster les prix à l'exportation est inopportune.

Question 10

Expliquer comment les bénéfices seront pris en compte pour déterminer la valeur construite. Voir l'article 2.2.2 de l'Accord antidumping.

Réponse 10

D'après l'article 2.2.2 de l'Accord antidumping les bénéfices doivent être fondés sur des données réelles concernant les ventes du produit similaire ou, s'ils ne peuvent être ainsi déterminés, ils peuvent l'être sur plusieurs autres bases.

L'article 269TAC 2) c) prévoit une valeur normale construite. Une valeur normale construite comprend les bénéfices déterminés par le Ministre comme s'appliquant aux ventes intérieures effectuées au cours d'opérations commerciales normales dans le pays exportateur.

L'article 269TAC 5B) dispose que les bénéfices ainsi inclus doivent être établis en conformité avec le Règlement 181. Le Règlement 181 indique les facteurs dont le Ministre doit tenir compte lorsqu'il détermine, aux fins de construire une valeur normale, le montant qui constitue le bénéfice réalisé sur la vente de produits. Ce règlement oblige le Ministre à calculer un montant représentant le bénéfice en utilisant des données relatives à la vente de produits similaires effectuée au cours d'opérations commerciales normales, ou, si le bénéfice ne peut être établi de cette façon, le règlement prévoit plusieurs autres bases qui sont conformes à l'article 2.2.2.

Lorsque des ventes intérieures sont effectuées à perte et que l'on juge par conséquent qu'elles ne sont pas effectuées au cours d'opérations commerciales normales, il n'est pas inclus d'élément "bénéfice" dans la valeur normale construite, et cela en raison de l'application des articles 269TAC 13) et 269TAAD.

Subventions et mesures compensatoiresQuestion 11

L'article 269TACC 4) a) ne mentionne pas le concept de "capital-risque" visé à l'article 14 a) de l'Accord SMC. En l'absence de disposition spécifique, comment l'Australie assurerait-elle la conformité de sa pratique avec l'Accord?

Réponse 11

On a jugé que l'expression "pratique habituelle concernant les investissements" englobe "la fourniture de capital-risque", et il n'était donc pas nécessaire de mentionner expressément le capital-risque dans le paragraphe.

Question 12

Expliquer le sens du membre de phrase "Sans préjudice du caractère général des circonstances dans lesquelles une subvention est spécifique" figurant à l'article 269TAAC 2). Voir l'article 2 de l'Accord SMC.

Réponse 12

La nécessité de l'expression "Sans préjudice du caractère général des circonstances dans lesquelles une subvention est spécifique", figurant à l'article 269TAAC 2), s'explique par la formulation de l'article 269TAAC, plus précisément par l'obligation qu'a le Ministre de faire une détermination en vertu du paragraphe 4 en tenant compte du paragraphe 5. Les critères particuliers de spécificité et de non-spécificité sont énoncés à l'article 269TAAC et sont les mêmes qu'à l'article 2 de l'Accord SMC. Il existe de légères différences, mais celles-ci s'expliquent par les règles australiennes de rédaction

des textes législatifs. L'expression ne signifie pas que les autorités australiennes pourraient appliquer les conditions relatives à la spécificité d'une manière qui contrevienne aux droits et obligations de l'Australie en tant que Membre de l'OMC.

Question 13

Comment l'Australie interprète-t-elle l'expression "entreprises particulières" utilisée à l'article 269TAAC?

Réponse 13

L'expression "entreprises particulières" a le même sens que l'expression "certaines entreprises" utilisée à l'article 2 de l'Accord SMC.

Procédures

Question 14

Le calendrier indique que les enquêtes doivent être terminées dans un délai d'un an, mais il n'est pas fait mention expressément d'une telle prescription. En l'absence de disposition expresse, comment l'Australie assure-t-elle la conformité de sa pratique avec l'article 5.10 de l'Accord antidumping et avec l'article 11.11 de l'Accord SMC, qui disposent que les enquêtes doivent être terminées dans un délai d'un an, et en tout état de cause, dans un délai ne dépassant pas 18 mois?

Réponse 14

Les échéances des diverses étapes d'une enquête sont les suivantes:

- L'article 269TC 4) c) se réfère à la publication du délai imparti pour une constatation préliminaire, c'est-à-dire 120 jours ou un autre délai prescrit par règlement. Le Règlement douanier 183AB prévoit que le délai imparti pour une constatation préliminaire est la période qui prend fin 100 jours après l'ouverture de l'enquête ou 120 jours si une période plus longue est nécessaire.
- Aux termes de l'article 269TD 2), l'Inspecteur doit soumettre une constatation préliminaire positive à l'Autorité antidumping dans un délai de sept jours à compter de la publication de l'avis de constatation préliminaire.
- Le paragraphe 7 l) de la Loi sur l'Autorité antidumping prévoit que, à compter de la date à laquelle la constatation préliminaire est soumise par les Douanes à l'Autorité antidumping, l'Autorité a 120 jours, ou un autre délai si un tel délai est prescrit par les règlements (aucun autre délai n'est ainsi prévu), pour présenter au Ministre un rapport recommandant si des mesures définitives devraient être imposées.

La loi australienne oblige donc les autorités australiennes à présenter leur rapport au Ministre dans un délai maximal de 247 jours. Étant donné ces contraintes, on n'a pas jugé nécessaire de prévoir des dispositions particulières reflétant l'article 5.10 de l'Accord antidumping et l'article 11.11 de l'Accord SMC.

Question 15

La loi australienne ne paraît pas exiger que le Ministre, avant d'ignorer des renseignements jugés douteux, considère la capacité raisonnable que les parties intéressées ont de répondre. En l'absence de disposition expresse, comment l'Australie assurera-t-elle la conformité de sa pratique avec l'article 6.8 et l'annexe II de l'Accord antidumping?

Réponse 15

La Loi sur les décisions administratives (contrôle judiciaire) oblige l'Administration australienne à respecter les principes élémentaires de la justice et de l'équité en matière de procédure. Un organe de décision doit donner à toutes les parties intéressées la possibilité de défendre leurs intérêts et de faire des observations sur l'information et les prétentions des autres parties, prendre en considération tous les facteurs pertinents et agir de manière raisonnable, faute de quoi la Cour fédérale pourra annuler sa décision et lui renvoyer l'affaire pour qu'il la réexamine.

Ce cadre juridique dans lequel fonctionnent les administrations publiques australiennes garantit que les procédures et les pratiques sont au moins conformes aux normes d'équité procédurale établies par l'article 6.8 et l'annexe II de l'Accord antidumping. Étant donné ce cadre juridique, il n'est pas nécessaire d'insérer dans la législation antidumping des dispositions particulières portant sur l'équité en matière de procédure.

Les règles de procédure en vigueur en Australie obligeront le Ministre, avant qu'il n'écarte des renseignements qu'il jugerait "non fiables", à s'assurer qu'il a été donné aux parties intéressées une possibilité raisonnable de s'exprimer sur les motifs avancés par le Ministre pour écarter ainsi l'information fournie.

Question 16

La loi australienne ne semble pas imposer au Ministre l'obligation de ne pas écarter l'information présentée par une partie lorsque cette partie a agi au mieux de ses possibilités. En l'absence d'une disposition expresse, comment l'Australie assurerait-elle la conformité de sa pratique avec l'article 6.8 et l'annexe II, paragraphe 5, de l'Accord antidumping?

Réponse 16

Se référer à la réponse 15.

Le Ministre est tenu de fonder ses décisions sur tous les renseignements pertinents disponibles, et donc les renseignements présentés par une partie qui a agi au mieux de ses possibilités ne seront pas écartés à moins qu'ils soient jugés non pertinents.

Question 17

La loi australienne ne paraît pas obliger le Ministre à n'utiliser des renseignements défavorables que lorsqu'une partie n'a pas coopéré en n'agissant pas au mieux de ses possibilités. Expliquer dans quelles circonstances des renseignements défavorables seront utilisés. Voir l'article 6.8 et l'annexe II, paragraphe 6, de l'Accord antidumping.

Réponse 17

Se référer à la réponse 15.

Le paragraphe 7 de l'annexe II oblige une administration à utiliser avec une "circonspection particulière" les renseignements de source secondaire. Le paragraphe reconnaît qu'une situation où une partie intéressée ne coopère pas pourrait conduire à un résultat qui lui sera moins favorable que si elle coopérait.

L'Australie ne voit pas très bien ce que les Etats-Unis ont à l'esprit lorsqu'ils utilisent l'expression "renseignements défavorables". S'ils veulent désigner par là le fait de choisir, parmi les meilleurs renseignements disponibles, ceux qui sont les plus défavorables, alors les autorités australiennes n'adoptent pas une telle pratique et elles en sont même empêchées par des principes bien établis de droit administratif, en particulier les principes élémentaires de la justice. Au surplus, l'Australie ne considère pas qu'une telle démarche serait conforme aux obligations découlant des accords.

Les dispositions pertinentes contenues dans la Loi douanière sont les articles 269TAB 3) et 269TAC 6). Ces dispositions permettent au Ministre de déterminer le prix à l'exportation et la valeur normale en tenant compte de tous les renseignements pertinents, lorsqu'il est persuadé que des renseignements suffisants n'ont pas été fournis ou n'existent pas. Les autorités australiennes utilisent ces dispositions lorsque l'exportateur ou l'importateur refuse de fournir, ou ne fournit qu'en partie, les renseignements demandés. Dans de tels cas, on détermine quels sont parmi les renseignements détenus ceux qui sont les plus fiables. Ils peuvent provenir du plaignant, d'une tierce partie indépendante ou d'une autre source. Cependant, tous les renseignements utilisés aux termes de ces dispositions doivent être fiables.

Question 18

La loi australienne donne-t-elle aux parties qui répondent à des demandes de renseignements la possibilité d'apporter des corrections à leurs réponses, ou de connaître les raisons du rejet des renseignements, comme le prescrit l'annexe II, paragraphe 6, de l'Accord antidumping?

Réponse 18

Oui. Se référer à la réponse 15.

Question 19

Dans quelles circonstances, lorsqu'elle utilisera des renseignements de source secondaire, l'Australie vérifiera-t-elle ces renseignements d'après des sources indépendantes? Voir l'annexe II, paragraphe 7, de l'Accord antidumping.

Réponse 19

Se référer à la réponse 15.

Comme on l'explique dans la réponse 17, les autorités australiennes, lorsqu'elles utilisent les meilleurs renseignements disponibles, sont tenues par les principes de droit administratif de considérer tous les renseignements pertinents et raisonnablement disponibles et d'utiliser les renseignements qu'elles jugent les plus fiables. Pour savoir si tel ou tel renseignement est fiable, les autorités le vérifieront d'après des sources indépendantes.

Question 20

La loi australienne exige-t-elle que le Ministre prenne en compte tous les renseignements qui sont vérifiables, qui sont présentés de manière appropriée de façon à pouvoir être utilisés sans difficultés indues, et qui sont communiqués en temps utile? Voir l'annexe II, paragraphe 3, de l'Accord antidumping.

Réponse 20

Se référer à la réponse 15.

Les renseignements qui sont vérifiables (et même tous les renseignements pertinents) doivent être considérés. Comme il est noté dans la réponse précédente, les autorités australiennes, y compris le Ministre, sont tenus par la loi de considérer tous les renseignements raisonnablement disponibles et pertinents et de fonder leurs décisions sur les renseignements qu'elles jugent les plus fiables.

Question 21

En vertu de l'article 269TAA 3) b) de la Loi de 1901, le Ministre, pour déterminer si des marchandises sont vendues à perte (et savoir ainsi si de telles ventes peuvent laisser croire qu'un importateur lié sera remboursé ou bénéficiera de quelque autre avantage, auquel cas elles ne constitueront pas des transactions entre parties indépendantes), doit prendre en considération "les frais qui, selon le Ministre, découlent nécessairement de l'importation et de la vente des marchandises". En vertu de l'article 269TAB 1) b) et c), il faut déduire du prix à l'exportation pratiqué pour les ventes ne constituant pas des transactions entre parties indépendantes les "droits de douane" et "les coûts, frais ou dépenses postérieurs à l'exportation en ce qui concerne les marchandises". Ces dispositions permettent-elles à l'Australie de déduire les droits antidumping du prix de revente pratiqué en Australie par la partie liée en les assimilant à des coûts? Comment cela est-il compatible avec l'Accord antidumping?

Réponse 21

Les autorités australiennes ne déduisent pas les droits antidumping du prix de revente de l'importateur en Australie en les assimilant à des coûts.

Le droit antidumping est défini au paragraphe 8 2) de la Loi sur les droits antidumping comme un "droit de douane spécial" et il ne s'agit donc pas d'un "droit de douane" mentionné à l'article 269TAB 2) a). En conséquence, les droits antidumping (et compensateurs) ne sont pas des "déductions prescrites" au sens de l'article 269TAB 2) a).

Question 22

En vertu de l'article 269ZG 2) de la Loi, les réexamens demandés par les nouveaux exportateurs doivent être achevés dans les 100 jours suivant le dépôt des demandes (auprès du Ministre). Les nouveaux exportateurs peuvent-ils déposer leurs demandes de réexamen accéléré à tout moment après la détermination finale?

Réponse 22

L'article 269T 1) englobe les nouveaux exportateurs dans la définition des "exportateurs résiduels". L'article 269ZE 1) de la Loi douanière permet aux exportateurs résiduels de présenter une

demande d'examen accéléré si un avis relatif à l'institution de droits antidumping ou compensateurs a été publié, c'est-à-dire s'il y a eu constatation finale positive. Une demande d'examen accéléré peut donc être faite à tout moment après la publication d'une détermination finale.

Question 23

L'Australie a-t-elle établi une disposition anticontournement?

Réponse 23

L'Australie croit comprendre que les mesures antidumping et compensatoires ne peuvent s'appliquer qu'à des produits particuliers, généralement appelés par les spécialistes "produits similaires". Nous croyons comprendre aussi que, avant que de telles mesures ne puissent s'appliquer, des enquêtes doivent établir que les produits similaires ont fait l'objet d'un dumping et/ou d'un subventionnement et qu'ils ont causé ou menacé de causer un dommage important à la branche de production qui fabrique les produits similaires.

L'Australie rappelle que la plupart des débats sur l'anticontournement lors du Cycle d'Uruguay ont porté sur l'application automatique des mesures à des produits autres que les produits similaires, par exemple les pièces utilisées pour leur production. Si la question est "l'Australie a-t-elle établi de telles dispositions?", la réponse est non et, de toute façon, l'Australie ne voit pas comment elles seraient conformes à l'Accord antidumping et à l'Accord SMC.

Question 24

Comment l'Australie détermine-t-elle si un produit est visé par une enquête?

Réponse 24

Le requérant doit décrire les produits à l'égard desquels l'application de mesures est demandée, et lorsqu'il est fait suite à la requête, cette description sert à établir le champ de l'enquête.

Dommage

Question 25

L'article 269TAE 1) de la Loi envisage le cas où un dommage important "a été ou est causé" ou "menace d'être causé ou aurait été causé" "en raison de circonstances liées à l'exportation vers l'Australie de marchandises en provenance du pays d'exportation". Prière d'expliquer en quoi cette formulation est compatible avec:

- a) **la définition de "dommage important", en tant que condition du moment, qui est donnée à l'article 3.5 de l'Accord antidumping et à l'article 15.5 de l'Accord SMC;**
- b) **la définition de "menace de dommage important", en tant que menace "fondée sur des faits et non pas seulement sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités", une définition donnée à l'article 3.7 de l'Accord antidumping et à l'article 15.7 de l'Accord SMC; et**
- c) **la nécessité d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées et le dommage causé à la branche de production nationale,**

conformément à l'article 3.5 de l'Accord antidumping et à l'article 15.5 de l'Accord SMC.

Réponse 25

- a) L'expression "aurait été causé" a été incluse dans l'article 269TAE 1) pour permettre l'imposition rétroactive de mesures définitives, aux termes de l'article 269TG 1), pendant la période durant laquelle des mesures provisoires ont été appliquées.

L'article 269TG 1) ii) prévoit l'imposition de mesures définitives lorsque, en raison du dumping, "un dommage important aurait été causé ou aurait pu être causé à une branche de production australienne produisant des marchandises similaires si cette garantie (la mesure provisoire) n'avait pas été exigée". Cette disposition est conforme à l'article 10.2 de l'Accord antidumping.

- b) L'article 269TAE 1), qui englobe toutes les possibilités pour l'examen du dommage subi par une branche de production australienne, prévoit les possibilités reconnues par l'article 3.7 de l'Accord antidumping et l'article 15.7 de l'Accord SMC. L'article 269TAE 1) doit être lu en même temps que l'article 269TAE 2B), en vertu duquel, lorsque le Ministre examine la menace de dommage, il doit se limiter aux circonstances "qui rendraient le dommage prévisible et imminent, à moins que des mesures ... (définitives) ... ne soient imposées".
- c) Les articles 269TG, 269TJ et 269TJA prévoient que le Ministre doit être convaincu que les produits faisant l'objet d'un dumping et/ou d'un subventionnement ont causé, causent ou menacent de causer un dommage important à la branche de production australienne, avant que des mesures ne puissent être imposées. L'article 269TAE énumère simplement les facteurs dont le Ministre peut tenir compte lorsqu'il détermine, aux fins des articles 269TG ou 269TJ, si un dommage important a été causé, est causé ou menace d'être causé à une branche de production australienne.

Question 26

Aux termes de l'article 269TAE 1) de la Loi, "le Ministre peut ... prendre en compte" les critères ci-après pour déterminer si un dommage important a été causé ou menace d'être causé à une branche de production australienne ou si la création d'une branche de production australienne a été sensiblement entravée. En quoi le libellé "peut ... prendre en compte", qui donne apparemment un pouvoir discrétionnaire, est-il compatible avec l'obligation d'examiner qui est imposée aux autorités par l'article 3.2 de l'Accord antidumping et l'article 15.2 de l'Accord SMC?

Réponse 26

L'article 269TAE contient une énumération indicative, mais non exhaustive, des facteurs que le Ministre peut prendre en compte lorsqu'il détermine si un dommage important a été causé ou menace d'être causé à une branche de production australienne.

Lors des observations liminaires formulées à la réunion conjointe des comités tenue le 20 juillet 1995, l'Australie a fait une déclaration générale sur la question de l'équité procédurale et sur celle du droit que toutes les parties intéressées ont de faire valoir leurs intérêts. Les observations faites à ce moment-là s'appliquent à l'objet de la présente question.

Comme il a été indiqué dans cette déclaration, toutes les décisions des organismes administratifs doivent tenir compte de facteurs pertinents et ignorer les facteurs non pertinents. L'inclusion d'une liste indicative et non exhaustive de facteurs dans la loi a pour effet d'établir que chacun d'eux est pertinent "et doit être considéré" à moins qu'il soit manifestement non pertinent eu égard aux circonstances de l'espèce.

Question 27

Aux termes de l'article 3.2 de l'Accord antidumping et de l'article 15.2 de l'Accord SMC, la sous-cotation du prix doit être "notable" ou les importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées doivent avoir pour effet de déprimer les prix "dans une mesure notable" ou d'empêcher "dans une mesure notable" des hausses de prix. En quoi l'article 269TAE 1) d) à f) de la Loi est-il compatible avec la règle selon laquelle l'effet sur les prix doit être notable?

Réponse 27

La loi australienne prévoit que la sous-cotation, la dépression des prix et l'empêchement des hausses de prix seront pris en compte. Lorsque les effets sur les prix sont jugés négligeables, ils ne peuvent servir de fondement à une constatation selon laquelle le dommage est important.

L'article 269TAE garantit que les effets sur les prix seront examinés conformément à l'article 3.2 de l'Accord antidumping et à l'article 15.2 de l'Accord SMC.

Question 28

A l'article 269TAE 3) de la Loi figure une liste des facteurs économiques pertinents à prendre en considération. Cette liste est-elle exhaustive ou d'autres facteurs sont-ils également pris en considération, par exemple les stocks, les facteurs qui influent sur les prix intérieurs et autres facteurs économiques pertinents prévus à l'article 3.4 de l'Accord antidumping et à l'article 15.4 de l'Accord SMC?

Réponse 28

L'article 269TAE 3) est rédigé comme une liste exhaustive des "facteurs économiques pertinents", mais cette liste ne sert qu'à définir une expression utilisée dans l'article 269TAE 1). L'article 269TAE 1) est une liste non exhaustive et, à cet égard, correspond aux listes non exhaustives que l'on trouve à l'article 3.4 de l'Accord antidumping et à l'article 15.4 de l'Accord SMC.

Question 29

Selon l'article 269TAE 2B) de la Loi, les déterminations concernant une menace de dommage important ne doivent "tenir compte que des changements de circonstances ... qui rendraient le dommage prévisible et éminent, à moins que des mesures antidumping ou compensatoires ne soient imposées". Comment les critères relatifs aux déterminations concluant à une menace qui sont énoncés à l'article 3.7 de l'Accord antidumping et à l'article 15.7 de l'Accord SMC seront-ils appliqués ou du moins pris en considération pour établir de telles déterminations?

Réponse 29

L'article 269TAE contient effectivement les mots "prévisible et imminent". Cependant, les mots que l'on trouve à l'article 3.7 de l'Accord antidumping, à savoir "... les autorités devraient

examiner, entre autres, des facteurs tels que: "...", constituent manifestement une liste indicative et non exhaustive de facteurs. L'expression "déterminés par le Ministre", que l'on trouve à l'article 269TAE 2B), englobe les facteurs mentionnés à l'article 3.7 et les autres facteurs propres à chaque cas d'espèce.

Question 30

L'article 269TAE 2B) donne des indications sur la manière dont les paragraphes 1) et 2) doivent être pris en considération pour déterminer l'existence d'une menace. Des indications distinctes analogues sont-elles données en ce qui concerne la prise en considération de ces paragraphes pour déterminer l'existence d'un dommage important ou d'une entrave importante?

Réponse 30

L'article 269TAE 2B) a été ajouté aux dispositions concernant le dommage important parce que, selon l'Australie, l'article 3.7 de l'Accord antidumping et l'article 15.7 de l'Accord SMC l'exigeaient. Il n'existe pas de disposition comparable concernant le dommage important ou l'entrave importante à la création d'une branche de production.

Question 31

Conformément à l'article 269TAE 2C) de la Loi, l'effet cumulatif des importations en provenance de plus d'un pays peut être pris en considération "si, compte tenu" des conditions de concurrence entre les marchandises importées et entre les marchandises importées et la marchandise similaire nationale, "le Ministre a la certitude qu'il est opportun de le faire". Comment seront prises en considération les autres exigences énoncées à l'article 3.3 de l'Accord antidumping et à l'article 15.3 de l'Accord SMC, qui prévoient que l'effet cumulatif ne pourra être évalué "que si" l'on détermine que la marge de dumping ou le montant de la subvention est supérieur au niveau *de minimis* (au sens de l'article 5.8 et de l'article 11.9 respectivement) et que le volume des importations en provenance de chaque pays n'est pas négligeable?

Réponse 31

L'article 269TDA dispose que les enquêtes antidumping doivent être closes lorsque la marge de dumping est *de minimis* ou que le volume des importations est négligeable. Comme les constatations préliminaires et finales ne concernent que les produits visés par une enquête, il n'est pas tenu compte des importations provenant de sources à l'égard desquelles une enquête a pris fin pour évaluer l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping, et la condition de l'article 3.3 a) de l'Accord antidumping est remplie.

L'article 269TAE 2C) ne renferme que la partie du critère prévue par l'article 3.3 b) de l'Accord antidumping. Etant donné l'effet des dispositions concernant la clôture des enquêtes, il n'a pas été jugé nécessaire de faire mention des autres dispositions de l'article 3.3.

Question 32

L'expression "branche de production australienne" est utilisée dans plusieurs articles de la Loi et brièvement définie à l'article 269T 4) comme désignant une personne ou "des personnes qui produisent des marchandises similaires en Australie". En quoi l'application ou l'interprétation par l'Australie de l'expression "branche de production australienne" est-elle conforme aux

dispositions de l'article 4.1 de l'Accord antidumping et de l'article 16.1 de l'Accord SMC, en particulier en ce qui concerne:

- a) la prescription selon laquelle les producteurs nationaux doivent représenter 'une proportion importante de la production nationale totale';**
- b) la définition des producteurs 'liés aux exportateurs ou aux importateurs'; et**
- c) les restrictions concernant la possibilité de diviser la production 'en deux marchés compétitifs ou plus' (c'est-à-dire en branches de production régionales)?**

Réponse 32

L'article 4.1 définit l'expression "branche de production nationale" comme "l'ensemble des producteurs nationaux" ou "une proportion majeure de la production nationale totale". L'article 269TAE 1) parle du "dommage important causé à une branche de production australienne". L'article 269T 4) définit une branche de production australienne comme "une ou plusieurs personnes [c'est-à-dire l'ensemble de ces personnes] qui produisent des marchandises similaires en Australie". La loi australienne ne renferme pas de disposition se rapportant à "une proportion importante". Les autorités australiennes considèrent le dommage important causé à l'ensemble de la branche de production nationale.

L'article 4.1 i) de l'Accord antidumping prévoit que sont exclus de la définition de l'expression "branche de production nationale" les producteurs qui sont "liés aux exportateurs ou aux importateurs ou qui sont eux-mêmes importateurs". Cette disposition est discrétionnaire. La loi australienne ne contient pas cette disposition.

L'article 4.1 ii) permet à un Membre, "dans des circonstances exceptionnelles", de diviser son territoire en deux marchés compétitifs ou plus. La loi australienne ne contient pas cette disposition.

Question 33

Y a-t-il une prescription compatible avec l'article 3.6 de l'Accord antidumping et avec l'article 15.6 de l'Accord SMC en ce qui concerne l'examen des données de la production sur la base du produit similaire, ou sur la base du groupe ou de l'éventail de produits le plus étroit?

Réponse 33

L'exigence de l'article 3.6 de l'Accord antidumping et de l'article 15.6 de l'Accord SMC est mise en oeuvre par la formule appelée "Demande de mesures prévoyant des droits antidumping et compensateurs". La section L de cette formule requiert la présentation de certains renseignements se rapportant aux profits/pertes. Dans cette section, on demande expressément les renseignements suivants.

- "1. Fournir des exemplaires de l'état d'exploitation et du compte de profits et pertes pour les produits similaires ou pour le groupe ou l'éventail de produits le plus étroit qui englobe les produits similaires, pour la période commençant avec l'exercice qui précède le début du dommage et allant jusqu'à l'exercice actuel."

Question 34

Aux termes de l'article 269TB 4) b) de la Loi, les demandes de mesures prévoyant des droits antidumping ou compensateurs doivent être "établies sur une formule agréée" et "contenir les renseignements que prescrit la formule". Les renseignements demandés sur la formule agréée sont-ils compatibles avec les prescriptions énoncées à l'article 5.2 de l'Accord antidumping et à l'article 11.2 de l'Accord SMC?

Réponse 34

La demande exige que des réponses soient données à plusieurs questions figurant sous les rubriques suivantes:

- A. Détails sur les demandeurs (y compris l'identité du demandeur)
- B. La branche de production australienne (y compris le volume et la valeur de la production intérieure de tous les producteurs nationaux connus)
- C. Les produits (y compris une description du produit)
- D. La source des importations (y compris les noms des pays d'exportation et des exportateurs, et les noms des importateurs)
- E. Le prix à l'exportation (y compris des renseignements sur les prix à l'exportation)
- F. La valeur normale (y compris des renseignements sur les prix intérieurs dans le pays d'exportation)
- G. Une comparaison des prix
- H. La marge de dumping
- I. Le subventionnement
- J. Le dommage important (y compris des renseignements concernant le volume des importations faisant prétendument l'objet d'un dumping, l'effet sur les prix et les répercussions sur la branche de production nationale)
- K. Le lien de causalité
- L. Les profits/pertes

Comme cette liste l'indique, la formule comprend tous les renseignements requis par l'article 5.2 de l'Accord antidumping et l'article 11.2 de l'Accord SMC.³

Question 35

Il est précisé à l'article 269TC 4) e) de la Loi que les parties intéressées disposeront d'un délai "d'au plus 40 jours après la date d'ouverture de l'enquête" pour présenter "des communications au sujet de la publication de l'avis faisant l'objet de la demande". En quoi cette disposition est-elle compatible avec l'article 6.2 de l'Accord antidumping et l'article 12.3 de l'Accord SMC?

Réponse 35

L'article 6.2 de l'Accord antidumping oblige les autorités à fournir aux parties intéressées "toutes possibilités de défendre leurs intérêts" tout au long de l'enquête.

³Les personnes intéressées doivent prendre contact avec le Secrétariat, bureau 1023, tél. 739 51 09.

L'article 269TC se rapporte à l'enquête préliminaire. L'article 269TC 4) oblige l'Inspecteur à publier un avis annonçant la décision d'ouvrir une enquête et à mentionner certaines choses dans l'avis. Il doit, entre autres, comme le prévoit l'article 269TC 4) e), inviter les parties intéressées à présenter des communications dans un délai de 40 jours à compter de l'ouverture de l'enquête. (Cette règle est jugée nécessaire en raison des délais auxquels doivent se soumettre les autorités australiennes en vertu de la loi.) Cependant, cette règle dépend des dispositions suivantes:

- l'article 269TC 6), qui prévoit une prorogation du délai de présentation d'une communication; et
- l'article 269TD 1), aux termes duquel l'Inspecteur, lorsqu'il rend une constatation préliminaire, est tenu d'examiner la demande en tenant compte de toutes les communications reçues et des autres questions qu'il estime pertinentes. Les "autres questions" peuvent comprendre des communications reçues après le délai de 40 jours.

Les conditions juridiques régissant la conduite des enquêtes finales figurent dans la Partie IV de la Loi sur l'Autorité antidumping. L'article 23 2) énumère les éléments qui doivent figurer dans un avis public d'ouverture d'enquête. L'article 23 2) g) prévoit que l'avis doit "inviter les parties intéressées à présenter à l'Autorité, dans un délai déterminé de 40 jours au moins à compter de la date de la publication de l'avis concernant l'enquête, des communications sur l'objet de l'enquête".

L'article 7 6) de la Loi sur l'Autorité antidumping oblige l'Autorité à tenir compte de toutes les communications qu'elle a reçues pendant la période spécifiée dans l'avis relatif à l'enquête publié en vertu de l'article 23. L'article 7 7) oblige l'Autorité à tenir compte des communications qui ont trait à l'énoncé des faits essentiels versé au dossier public et qui ont été reçues dans un délai de sept jours après que l'énoncé a été versé au dossier public.

Comme on l'a expliqué dans la réponse 15, un organisme administratif doit, en vertu du droit administratif australien, donner à toutes les parties intéressées la possibilité de défendre leurs intérêts et d'exprimer leurs points de vue sur les renseignements et prétentions des autres parties.

Question 36

Y a-t-il des prescriptions compatibles avec l'article 6.1 de l'Accord antidumping et avec l'article 12.1 de l'Accord SMC en ce qui concerne la manière dont les renseignements doivent être obtenus auprès des parties intéressées durant une enquête?

Réponse 36

L'article 269TC 4) e) oblige l'Inspecteur à indiquer, dans un avis public d'ouverture d'enquête préliminaire, que les parties intéressées sont invitées à présenter des communications. Des questionnaires sont envoyés, le jour de la publication de l'avis, à tous les importateurs et exportateurs recensés. Les questionnaires décrivent tous les renseignements qui doivent figurer dans les communications.

L'Autorité antidumping publie un avis relatif à l'ouverture d'une enquête finale conformément à l'article 23 de la Loi sur l'Autorité antidumping. L'Autorité doit, en vertu de l'article 23 2) g), inviter les parties intéressées à présenter des communications "sur l'objet de l'enquête". Les importateurs et exportateurs recensés durant l'enquête préliminaire, ainsi que les autres dont l'existence a été constatée, sont informés des renseignements qui doivent figurer dans une communication.

REPONSES DE L'AUSTRALIE AUX QUESTIONS DES ETATS-UNIS
(G/ADP/W/14/Suppl.1 - G/SCM/W/21/Suppl.1) CONCERNANT
LA NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS
AUSTRALIENNES (G/ADP/N/1/AUS/1 - G/SCM/N/1/AUS/1)

Question 1

La législation australienne contient-elle une disposition indiquant au Ministre quel prix à l'exportation devrait être utilisé?

Réponse 1

Il n'est pas nécessaire que soient données au Ministre des indications quant au prix à l'exportation qui devrait être utilisé puisque, chaque fois que cela est possible, tous les prix à l'exportation pratiqués durant la période visée par l'enquête sont utilisés pour déterminer les marges de dumping. L'article 269TACB 1) oblige le Ministre à comparer les prix à l'exportation, établis conformément à l'article 269TAB, de produits exportés vers l'Australie durant la période visée par l'enquête, avec les valeurs normales correspondantes, déterminées en vertu de l'article 269TAC. Conformément à l'article 269TACB 2), le Ministre peut effectuer les comparaisons sur la base d'une moyenne pondérée ou transaction par transaction ou encore en combinant les deux formules.

Dans certains cas, lorsqu'il y a un grand nombre d'exportateurs, un échantillonnage pourra être effectué en vertu de l'article 269TACB 8).

Question 2

S'il est constaté que les ventes sur le marché d'exportation se font à des prix inférieurs au coût, quel prix les fonctionnaires australiens utiliseront-ils pour commencer à construire le prix à l'exportation?

Réponse 2

L'article 269TAB 1) b) prévoit que le prix à l'exportation doit être construit s'il a été déterminé que l'achat des marchandises par l'importateur ne constitue pas une transaction entre parties indépendantes, notamment, le cas échéant, lorsque cette détermination est fondée sur des ventes effectuées à perte par l'importateur.

Un prix à l'exportation est construit à partir "du prix auquel les marchandises ont été ainsi vendues par l'importateur ... après application des déductions prescrites", que les marchandises aient ou non été revendues à perte par l'importateur.